

Commission : Conseil Économique et social

Question : Partenariat Union européenne-Afrique de l'Ouest

Auteur : Bénin

Aujourd'hui l'Afrique de l'Ouest traverse de nombreuses recomposition sécuritaires, économiques et politiques, le Bénin se présente comme partenaire stratégique, stable et constructif de l'Afrique. L'objectif de notre pays est de renforcer l'intégration régionale, transformer les coopérations existantes afin d'obtenir de réels résultats pour les populations et de mettre en place des investissements durables pour le développement national. Dans cet esprit nous souhaitons collaborer avec l'Union européenne tout en gardant en tête les intérêts nationaux du Bénin et ceux de la région.

Notre pays pense que la sécurité régionale doit être basée sur une approche souveraine, transparente et respectueuse des choix nationaux. Le terrorisme et les violences armées se trouvant en Afrique de l'Ouest plus précisément au Sahel, perturbent notre développement. Nous faisons donc appel à l'Union européenne pour un soutien accru de leur part afin de former, équiper et accompagner les forces de défense locales, tout cela sans la création de dépendance ou bien même d'ingérence durant la conduite des opérations. Cette coopération sera complètement transparente, équilibrée et respectueuse vis-à-vis de la région, pour produire de vrai résultat concret de façon à ce qu'il n'y est pas une impression d'ingérence ou de supériorité imposé par l'extérieur.

Pour le Bénin, le développement économique et l'intégration des marchés sont les piliers fondamentaux de son action. Membre de l'UEMOA, le Bénin est reconnu pour sa stabilité économique et sa forte coopération avec l'Union européenne, notre pays tient à vouloir se positionner comme une destination privilégiée pour les investissements dans le numérique, l'agriculture et les initiatives telles que Global Gateway afin de financer les projets qui renforcent la connectivité régionale, les corridors logistiques et l'accès à l'énergie. Par ailleurs, nous demandons à l'Agence Régionale un engagement solide pour l'Agriculture et l'Alimentation et aux mécanismes régionaux de sécurité alimentaire une modernisation du stockage, de l'irrigation et de la transformation locale, ainsi s'installeront la création d'emplois et de valeur sur le continent africain.

Nous pouvons voir qu'en Afrique, le continent est menacé par de multiples crises politiques et coups d'État, le Bénin souhaite être un intermédiaire dans l'objectif de préserver la cohésion de la CEDEAO. Nous rappelons également notre attachement à la stabilité démocratique, l'État de droit et au respect de l'ordre constitutionnel qui sont les fondements d'un développement durable. Parallèlement, nous pensons que cela est indispensable de maintenir le dialogue avec tous les États de la région ainsi que ceux dirigés par les autorités de transition, ce qui empêchera toute discorde entre nos États. Le Bénin se propose en tant qu'intermédiaire entre la CEDEAO, l'Union européenne et les pays concernés, nous restons fermes sur les principes mais ouverts à des solutions de réintégrations progressives.

À présent la question migratoire doit être abordée comme un défi qui nous concerne tous. Les migrations vers l'Europe sont principalement dûes aux manques d'opportunités économiques, d'une pression démocratique et le changement climatique qui a un gros impact sur le territoire. Le Bénin plaide pour une stratégie qui s'appuie sur un investissement massif dans l'éducation, la formation professionnelle, l'entrepreneuriat des jeunes et la résilience climatique par la mise en œuvre d'une voie permettant aux étudiants, aux travailleurs qualifiés et aux porteurs de projets d'aller travailler en Europe. Nous sommes disposés aux renforcements des coopérations contre les réseaux de trafics d'être humains, dans le respect des droits fondamentaux des migrants.

Face à la concurrence géopolitique croissante au niveau de l'Afrique de l'Ouest, le Bénin demande une modification de son partenariat avec l'Union européenne pour maintenir une relation juste et équilibrée. L'Union européenne est un partenaire fiable et demeure un partenaire historique majeur mais aujourd'hui de nombreux pays nous offrent des alternatives de coopération. Le but de notre pays n'est pas de passer d'un partenaire à un autre mais de diversifier nos relations bien évidemment dans le respect

de notre souveraineté. Notre pays propose donc à l'Union européenne de moderniser ses instruments, de simplifier ses procédures, de favoriser leur écoute vis-à-vis des pays africains et de passer outre l'héritage colonial afin d'avoir un pied d'égal à égal.

Par cette déclaration, le Bénin veut s'affirmer en montrant qu'il est un pays stable et responsable, que nous pouvons faire en sorte que cette aide apportée par l'Union européenne ait un effet visible pour nos populations, nous nous attendons par la suite à un dialogue basé sur la transparence, la confiance et le respect mutuel, pour que chaque projet puisse se développer correctement afin que la paix, la prospérité et la dignité de nos peuples puissent régner.